



**PRÉFET  
DE LA VIENNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne  
20, rue de la Providence  
86000 Poitiers

Poitiers, le 13 janvier 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19 décembre 2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Froneri Dange SAS**

La Taille du Moulin à Vent  
86220 Dangé-Saint-Romain

Références : 2025 1576 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0007203164

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 décembre 2025 dans l'établissement Froneri Dange SAS implanté La Taille du Moulin à Vent 86220 Dangé-Saint-Romain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Froneri Dange SAS
- La Taille du Moulin à Vent 86220 Dangé-Saint-Romain
- Code AIOT : 0007203164
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société, qui produit desserts et crèmes glacées, existe depuis 1976. À l'origine le site était une usine Pomona, puis a appartenu au groupe R&R Ice Cream, groupe franco-allemand. Le site appartient aujourd'hui au groupe Froneri, co-entreprise créée par PAI (groupe anglo saxon) pour 51 % et Nestlé 49 %, qui opère dans une vingtaine de pays à travers le monde et emploie 10 000 personnes dont une cinquantaine sur le site de Dangé-Saint-Romain. L'exploitation du site est

effectuée via une société ad hoc, la société Froneri Dangé SAS.

Le site, employant une cinquantaine de salariés, est souple dans sa production et réalise des produits variés : petits pots de glaces, spécialités à partager (vacherins, bûches...), à destination principalement de la grande distribution. Il ne fonctionne pas la nuit (2 x 8, 5 jours par semaine).

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Rejets industriels Valeurs limites	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 4.3.7 et 4.3.9	Demande d'action corrective, Mise en demeure, respect de prescription	12 mois
3	Contrôles des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 7.2.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Être en capacité de respecter l'arrêté sécheresse	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.1 et 4	Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
5	Bruit	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 9.2.4.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois
9	Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
10	Légionelles prélèvements	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 8.2.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
13	Canalisations d'ammoniac	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 8.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	Rétentions des cuves d'acide	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 7.4.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Rejets industriels Fréquence et modalité de surveillance	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 9.2.3.1
6	Plan de zonage des risques	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 7.1.2
7	Plan des réseaux d'eau	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 4.2.2
8	Pollution des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 4.2.1.4, 4.3.10 et 7.5.7
11	Légionelles (procédures)	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
12	Porte coupe -feu entre l'atelier de production et le magasin de stockage	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 13/07/2021, article 3

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le service en charge des installations classées pour la protection de l'environnement demande à l'exploitant les actions correctives concernant :

- la qualité des rejets aqueux qui sont ensuite traités par la station de Dangé-Saint-Romain (non-conformité déjà signalée lors des précédentes visites d'inspection) : une mise en demeure est proposée concernant ce point de contrôle ;
- les rétentions des cuves d'acide utilisées pour le pré-traitement des rejets aqueux qui contenaient de l'eau de pluie lors de l'inspection ;
- l'applicabilité des dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (arrêté « sécheresse ») ,
- la transmission des justificatifs des différents contrôles périodiques qui ont été effectués en décembre 2025 ou sont prévus pour début 2026, concernant les risques : électrique, foudre, légionelles, mesures acoustiques, et les canalisations d'ammoniac.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rejets industriels / Valeurs limites

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 4.3.7 et 4.3.9		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, valeurs limites avant rejet dans la station d'épuration collective de Dangé		
<b>Prescription contrôlée :</b>		
<p>« - Article 4.3.7 Caractéristiques générales de l'ensemble des rejets. Les effluents rejetés doivent être exempts :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de matières flottantes,-</li><li>- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,</li><li>- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.</li></ul> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Température : inférieure à 30° C</li><li>- pH : compris entre 5,5 et 8,5</li><li>- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l »<p>« - Article 4.3.9.1. Rejets dans la station d'épuration collective de Dangé-Saint-Romain L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies. Référence du rejet vers le milieu récepteur : N ° 1</p></li></ul>		
Débit de référence	90 m <sup>3</sup> / jour	
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (kg/j)
MEST	1 277	115

DCO	7 777	700
DBO	4 000	360
Ngl	666	60
P	111	10

#### Constats :

Les mesures de concentrations et flux de DCO, DBO5, MES, azote, phosphore, sont réalisés de façon hebdomadaire, et les mesures de pH, températures et débit rejeté sont réalisées quotidiennement, conformément aux dispositions de l'article 9.2.3.1 (cf point de contrôle suivant). Ces mesures sont retranscrites sous GIDAF. Des dépassements fréquents avaient été constatés précédemment, notamment au cours de l'année 2024.

Afin d'améliorer la qualité des rejets, Froneri a souscrit un contrat avec NALCO (filiale du groupe ECOLAB) qui a mis en place un pré-traitement en 2023 : injection d'acide pour abattre le pH, avec sonde de mesure pH, et injection de floculant pour abattre les matières en suspension. Un recalibrage de la sonde pH a été fait en mai 2025 mais des non-conformités fréquentes persistent pour ce paramètre en 2025.

Le site est équipé d'un second pré-traitement (plus ancien) avant rejet à la station d'épuration de Dangé-Saint-Romain, doté d'un petit bassin de décantation associé à un dégrillage : cette seconde installation doit permettre le dégraissage ainsi qu'une homogénéisation et une régulation du débit des effluents.

En 2025, on constate des dépassements fréquents des pH, des débits journaliers ( $> 90 \text{ m}^3/\text{jour}$ ) et des dépassements plus ponctuels des flux MES, DCO et DBO5.

Ainsi, de janvier à novembre 2025, ce sont 59 % des valeurs de pH et 25 % des débits rejetés qui sont non-conformes.

En outre, sur cette même période, 9 % des flux MES, DCO et DBO5 sont supérieurs aux valeurs limites.

L'exploitant indique que ces dépassements de flux peuvent s'expliquer notamment par les dépassements de débits journaliers des rejets aqueux, les concentrations étant conformes. Ils seraient liés aux nettoyages fréquents des lignes de production.

Il s'agit en effet d'un petit site qui arrête sa production tous les soirs (nettoyage quotidien) et change souvent de recettes ce qui implique aussi des nettoyages en journée. Il précise pourtant limiter les rejets en réutilisant l'eau : les eaux du dernier rinçage servent pour le 1<sup>er</sup> rinçage du cycle suivant.

L'exploitant veut entreprendre des démarches dans le cadre de son contrat avec NALCO pour améliorer la situation. Il précise que la seule période durant laquelle il y a un ralentissement de l'activité permettant d'intervenir le cas échéant sur les deux installations de pré traitement est en décembre.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit réaliser des actions correctives pour obtenir des rejets aqueux conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation pour tous les paramètres et notamment : débit rejeté, pH, et flux de MEST, DCO, DBO5... avant rejet à la station d'épuration de Dangé-Saint-Romain.

L'amélioration du pré-traitement en association avec le prestataire, et la mise en place d'un

système de régularisation des débits (par la création par exemple d'un bassin tampon redimensionné, ou autre), pourraient permettre d'améliorer la qualité des rejets aqueux. Au vu de la récurrence des dépassements, il est proposé à l'autorité préfectorale de mettre en demeure l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois

## N° 2 : Rejets industriels Fréquence et modalité de surveillance

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 9.2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Fréquences et modalités de surveillance rejets industriels

**Prescription contrôlée :**

« Article 9.2.3.1. Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets  
Les dispositions minimum suivantes sont mises en oeuvre :

Paramètres	Auto surveillance assurée par l'exploitant		Auto surveillance par un organisme indépendant	
	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Type de suivi	Périodicité de la mesure
<i>Eaux résiduaires en sortie de la station de pré-traitement interne (point de rejet n°1)</i>				
Débit	Continu	Journalier	Sur 48 h	Mensuel
pH	Continu	Journalier	Sur 48 h	Mensuel
Température	Continu	Journalier	Sur 48 h	Mensuel
MEST	Moyenne sur 24 heures	Hebdomadaire	Sur 48 h	Mensuel
DBO	Moyenne sur 24 heures	Hebdomadaire	Sur 48 h	Mensuel
DCO	Moyenne sur 24 heures	Hebdomadaire	Sur 48 h	Mensuel
Azote global	Moyenne sur 24 heures	Hebdomadaire	Sur 48 h	Mensuel
Phosphore total	Moyenne sur 24 heures	Hebdomadaire	Sur 48 h	Mensuel

**Constats :**

Eaux de Vienne - Siveer mandate lanesco une fois par mois pour mesurer les flux et concentrations de DCO, DBO5, MES, azote et phosphore à FRONERI (et à l'entrée de la station d'épuration de Dangé-Saint-Romain).

FRONERI mandate également lanesco pour mesurer ces paramètres hebdomadairement.

L'exploitant mesure également en interne les paramètres de température, PH et le débit de façon journalière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 3 : Contrôles des installations électriques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 7.2.3

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôles périodiques des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Article 7.2.3. installations - électriques-mise à la terre.  Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.[...]  Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]»</i>
<b>Constats :</b>  Le dernier contrôle électrique a été réalisé du 18 au 30 décembre 2024 par l'APAVE. Le rapport de vérification Q18 a été transmis à l'inspection. Plusieurs non-conformités avaient été observées. L'exploitant indique que les non-conformités ont été levées (le rapport de 2024 porte des mentions manuscrites en ce sens) et que le contrôle annuel effectué par l'APAVE et INEO est en cours le jour de la visite d'inspection le 19 décembre 2025. Il est prévu que le prestataire revienne le 5 janvier 2026 pour finaliser le contrôle électrique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre à l'inspection de rapport électrique réalisé en décembre 2025 et janvier 2026, et réaliser les actions correctives sur les éventuelles non conformités.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

#### N° 4 : Être en capacité de respecter l'arrêté sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2.1 et 4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, réduction prélèvement et registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Art. 1er.  Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement. »</i>  <i>« Article 2  I. Les installations classées mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li>- vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ;</li> <li>- alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ;</li> <li>- alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ;</li> <li>- crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. [...] »</li> </ul>

« Art. 4. -

*I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées:*

*1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur.[...] »*

**Constats :**

Le site a consommé 27 000 m<sup>3</sup> d'eau en provenance du réseau public en 2024 et est donc concerné par l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

L'exploitant n'est pas certain d'être concerné par les restrictions de prélèvements d'eau (article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023), puisqu'il réutilise une partie de ses eaux de rinçage. Il explique que les dernières eaux de rinçage sont réutilisées pour les premières eaux de rinçage du cycle d'après.

L'arrêté sécheresse précise en effet dans son article 3 :

" Article 3

*Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 [...] :*

*3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; [...] "*

En outre, ce même article 3 en son point I exempte également les installations de transformation agroalimentaire en flux poussé « *transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée* »

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier qu'il n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel et qu'il relève d'un des points d'exemption listés à l'article 3.

Il s'appuiera utilement sur les éléments portés dans la note d'application « *Arrêté ministériel relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement* » du 13 août 2024 :

[https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2024-08/V2\\_Note\\_application\\_AM\\_S%C3%A9cheresse.pdf](https://aida.ineris.fr/sites/default/files/2024-08/V2_Note_application_AM_S%C3%A9cheresse.pdf)

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 5 : Bruit**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 9.2.4.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, mesure situation acoustique

**Prescription contrôlée :**



<p>« Article 9.2.4.1</p> <p><i>Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifié dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence aux points visés à l'article 6.2.2. du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que la dernière mesure acoustique a été réalisée il y a 3 ans, et qu'il n'y avait pas de non-conformité. Il précise avoir passé une commande pour réaliser une nouvelle mesure acoustique qui devrait être réalisée au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, le rapport de la précédente mesure acoustique, et le bon de commande puis le rapport de la campagne de mesure qui sera effectuée au premier trimestre 2026.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Plan de zonage des risques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 7.1.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de zonage des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« Article 7.1.2 Zonage interne à l'établissement</p> <p><i>L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente.</i></p> <p><i>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que le plan de zonage des risques a été réalisé dans le cadre de l'étude de danger (qui a été mise à jour en 2022). Il a été transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Plan des réseaux d'eau**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 4.2.2</p>
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Article 4.2.2 Plan des réseaux  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :  - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,  - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)  - les secteurs collectés et les réseaux associés  - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)  - les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).»</i>
<b>Constats :</b>  Le plan des réseaux d'eau, daté du 10 mars 2025, a été transmis par l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Pollution des eaux pluviales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 4.2.1.4, 4.3.10 et 7.5.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b>  - « Article 4.2.4.1 Isolement avec les milieux <i>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. <b>Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</b> »</i>
- « Article 4.3.10 Eaux pluviales susceptibles d'être polluées <i>Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.  Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. » [...]</i>
- « Article 7.5.7 Protection des milieux récepteurs <i>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont dotés des dispositifs d'isolement prévus à l'article 4.2.4.1.. La vidange suivra les principes imposés par l'article 4.3.10. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées."</i>
<b>Constats :</b>

Un bassin de rétention est présent sur le site. Il est équipé d'un boîtier très visible situé à proximité du bassin qu'il faut ouvrir pour actionner les vannes permettant l'isolement des eaux polluées dans le bassin de rétention.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 9 : Protection contre la foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 à 21

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque foudre

**Prescription contrôlée :**

- « Article 18 : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. [...] »

« - Article 19 : En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance. » [...]

« - Article 20 : « L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. » [...]

- « Article 21 : l'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.  
Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.  
L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.  
Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006. [...] »

**Constats :**

L'exploitant indique avoir réalisé l'analyse du risque foudre, l'étude technique, et procéder à la vérification complète des installations tous les deux ans.

Le prestataire a réalisé le contrôle des installations pour le risque foudre la veille de la visite d'inspection, le 18 décembre 2025.

L'exploitant précise que dans le précédent rapport de vérification des installations, le prestataire avait indiqué qu'il était nécessaire de changer certains paratonnerres. Cependant, l'exploitant précise que le site est équipé à la fois de paratonnerres et de parafoudres, ces derniers pouvant se substituer aux paratonnerres. Il présente un mail de la part du prestataire BCMFOUDRE, de novembre 2025 le confirmant.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection le précédent rapport de la vérification complète des installations pour le risque foudre de 2023, ainsi que le mail du prestataire susmentionné. Il devra également transmettre le rapport de la vérification visuelle annuelle de 2024, ainsi que le rapport de la vérification complète réalisée en décembre 2025, qui devra confirmer que les parafoudres installés suffisent.</p> <p>Dans le cas contraire, l'exploitant transmettra le calendrier de mise en conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 10 : Légionelles prélèvements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 8.2.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, légionelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« - Article 8.2.5 Entretien et surveillance  <i>L'installation est maintenue propre et dans un bon état de surface pendant toute la durée de son fonctionnement.</i>  <i>L'installation de refroidissement est vidangée, nettoyée et désinfectée :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• avant la remise en service de l'installation de refroidissement intervenant après un arrêt prolongé</li> <li>• et en tout état de cause au moins une fois par an. [...]</li> </ul> <p><i>La fréquence des prélèvements et analyses des Legionella specie selon la norme NF T90-431 est au minimum mensuelle pendant la période de fonctionnement de l'installation. [...]</i></p> <p><i>Le prélèvement est réalisé par un opérateur formé à cet effet sur un point du circuit d'eau de refroidissement où l'eau est représentative de celle en circulation dans le circuit et hors de toute influence directe de l'eau d'appoint. Ce point de prélèvement, repéré par un marquage, est fixé sous la responsabilité de l'exploitant de façon à faciliter les comparaisons entre les résultats de plusieurs analyses successives. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés par le prestataire CARSO mensuellement et les résultats sont entrés sous GIDAF. Ils sont conformes.</p> <p>Les prélèvements sont effectués sur le circuit d'eau d'appoint, et sur le circuit d'eau de refroidissement en circulation dans la TAR Ils sont bien identifiés avec des étiquettes : l'exploitant a présenté des photos.</p> <p>L'installation a été nettoyée et vidangée le 19 décembre 2024 par le prestataire Atmosphéô. Le rapport a été transmis à l'inspection : tous les points sont conformes, à part les buses de pulvérisation qui sont à remplacer.</p> <p>Le nettoyage et la vidange ont de nouveau été réalisés la veille de la visite d'inspection le 18 décembre 2025, par Atmosphéô.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant doit transmettre le rapport du nettoyage de la TAR réalisé le 18 décembre 2025 et apporter des actions correctives sur les éventuelles non-conformités (dont buses de pulvérisation).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 11 : Légionelles (procédures)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 3.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyse méthodologique des risques légionelles
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>« Article 3.7 Consignes d'exploitation</p> <p>[...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois tous les deux ans, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles.[...] »</p>
<b>Constats :</b>
<p>L'exploitant indique que l'analyse méthodologique des risques de légionelles (AMR) a été réalisée en 2023. Elle est présentée lors de l'inspection. Il avait été identifié un bras mort de très petite taille, sans nécessité d'actions correctives.</p> <p>L'AMR a été revue le 24 novembre 2025 (un facteur de risque supprimé : mise en place d'équipements permettant l'accès en partie haute de la tour).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 12 : Porte coupe -feu entre l'atelier de production et le magasin de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/07/2021, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>
<p>« Article 3 résistance au feu des bâtiments</p> <p>« L'article 7.2.2 de l'arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> avril 2009 est complété comme suit :</p> <p>Le magasin de stockage et les locaux techniques respectent a minima les prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le passage entre le magasin de stockage et le bâtiment principal est doté d'une porte coupe-feu de degré 2h.</li> <li>• les locaux techniques sont équipés de murs et de porte coupe feu de degré supérieur à 1h. »</li> </ul>
<b>Constats :</b>

La porte coupe-feu ainsi que la porte piétonne situées entre l'atelier de production et le magasin de stockage, ont été asservies aux détecteurs optiques de fumée. L'inspection a visualisé les portes, et le rapport d'intervention lui a été transmis.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 13 : Canalisations d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, visite annuelle canalisations ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Chapitre 8.3 installations de réfrigération employant l'ammoniac  [...] Une visite annuelle des installations frigorifiques est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec approbation de l'inspection des installations classées ; [...] »</i>
<b>Constats :</b>  La visite annuelle des installations de réfrigération employant de l'ammoniac a été réalisée en décembre 2024, le rapport a été transmis à l'inspection. La synthèse des 9 thématiques contrôlées ne liste aucune défaillance. Le contrôle est de nouveau réalisé le jour de la visite d'inspection le 19 décembre 2025 par Johnson Controls.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre à l'inspection le rapport de visite annuelle des installations de réfrigération employant de l'ammoniac, réalisée en décembre 2025.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 14 : Rétentions des cuves d'acide

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/04/2009, article 7.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rétentions des cuves d'acide
<b>Prescription contrôlée :</b>  <i>« Article 7.4.5. règles de gestion des stockages en rétention :  [...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté. »</i>
<b>Constats :</b>  Les rétentions des GRV d'acide utilisés dans le pré-traitement des rejets aqueux sont remplies, à

environ leur moitié, d'eau de pluie. Les GRV et rétentions ne sont pas protégées des intempéries.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit vider immédiatement les rétentions de l'eau de pluie et éviter qu'elles se remplissent de nouveau.</p> <p>Dans l'attente d'un dispositif pérenne, l'exploitant contrôle et assure la vidange régulière des rétentions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois afin de protéger les rétentions des précipitations